

FNC PACT ARIM

COMMUNIQUÉ

Plate-forme pour un droit au logement opposable

La Plate-forme pour un droit au logement opposable s'est réunie le 17 janvier 2007 pour étudier le dernier projet de loi qui lui a été communiqué et qui a dû être présenté au Conseil des Ministres.

Il reprend l'objectif de créer un droit au logement opposable. La Plate-Forme se félicite de cette première étape.

Mais elle reste vigilante sur la mise en oeuvre de la loi et s'inquiète de la rédaction de certains articles pouvant laisser croire que l'hébergement pourrait constituer une solution de logement.

N'apparaît plus dans ce texte : le Haut Comité de suivi et les propositions législatives et réglementaires qu'il devait faire au gouvernement avant le 1er juillet 2007.

La Plate-Forme demande fermement que cet organisme essentiel soit institué. Elle demande aussi que le recours juridictionnel soit ouvert à tous quelle que soit la décision de la commission de médiation.

NB :

La FNC PACT ARIM est membre de cette plate-forme et Remi Gérard, directeur général, a pris part à la réunion du 17 janvier qui a débouché sur le présent communiqué.

Contact Presse :

FNC PACT ARIM
Tél. 01 42 81 97 70
Remi Gérard / Naziha Nhari

ALERTE

**36 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion,
25 collectifs locaux répartis dans 13 régions.**

Communiqué de presse

Paris, le 16 janvier 2007

Les associations soutiennent un droit au logement opposable pour tous, garanti par l'Etat. Elles demandent aux candidats de s'engager à le mettre en oeuvre

L'initiative des « Enfants de Don Quichotte » a permis, grâce à l'intérêt qu'elle a suscité dans les médias, de rendre visible une situation scandaleuse que les associations de solidarité regroupées dans le collectif ALERTE dénoncent inlassablement et contre laquelle elles font des propositions depuis 1994.

L'Etat a annoncé des mesures sur l'hébergement d'urgence et le logement. Le Gouvernement a enfin entendu l'une des préoccupations prioritaires des Français. ALERTE s'interroge sur la méthode : la démocratie doit-elle avancer au rythme des opérations médiatiques ? Le collectif salue toutefois les avancées contenues dans les annonces gouvernementales. Il sera très vigilant sur la qualité de leur mise en oeuvre et demande qu'une concertation approfondie ait lieu avec l'ensemble des associations.

Le projet de loi instaurant un droit au logement opposable est une avancée de première importance qu'ALERTE réclamait avec le Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées depuis 2002. Il va plus loin que les expérimentations locales proposées par le Premier Ministre à ALERTE lors de leur rencontre du 5 mai 2006.

ALERTE demande au Parlement de voter les six grandes avancées que contient ce projet de loi :

- l'inscription du droit au logement opposable dans une loi
- l'Etat garant du droit au logement
- un droit au logement pour tous (article 1) et non pas pour les seuls pauvres
- une juridiction de recours en référé
- un organe de suivi
- un calendrier de mise en oeuvre

Ce projet de loi, qui est une première étape, pose les bases d'un droit fondamental. Une loi ultérieure devra préciser ses modalités dès juillet 2007. ALERTE demande solennellement à chaque candidat à l'élection présidentielle de s'engager dans ce sens. Le collectif va étudier avec soin les propositions de chaque candidat afin d'éclairer l'opinion.

Dans le même temps, les associations appellent les collectivités territoriales à construire massivement des logements sociaux et très sociaux, en priorité dans les communes actuellement peu dotées.

Contacts presse : Bruno Grouès – 01 53 36 35 47 – bgroues@uniopss.asso.fr

Coordination et animation du collectif Alerte national

Uniopss - 133 rue Saint Maur – 75541 Paris cedex 11 - Bruno Grouès : 01 53 36 35 47 – bgroues@uniopss.asso.fr
www.uniopss.asso.fr

Liste des associations membres du collectif ALERTE

Association des Collectifs Enfants Parents Professionnels (ACEPP) ; Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA) ; Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) ; Amicale du Nid ; Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs (CCSC) ; Droits d'Urgence ; Emmaüs France ; Familles Rurales Fédération Nationale ; Fédération de Comités et d'Organismes d'Aide aux Chômeurs par l'Emploi (COORACE) ; Fédération des Associations pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL) ; Fédération Entraide Protestante ; Fédération française des Banques Alimentaires (FFBA) ; Fédération Française des Equipes Saint-Vincent ; Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) ; Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les tsiganes et Gens du voyage (FNASAT-Gens du voyage) ; [Fédération Nationale des Centres Pact-Arim](#) ; Fédération Vacances et Familles ; Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés ; Fondation Armée du Salut ; Fonds Social Juif Unifié (FSJU) ; France Terre d'Asile ; La Raison du plus Faible ; Les petits frères des Pauvres ; Les Restaurants du Cœur ; Ligue des droits de l'Homme ; Médecins du Monde ; Mouvement ATD Quart Monde ; Secours Catholique ; Société de Saint-Vincent-de-Paul ; Solidarités Nouvelles face au Chômage (SNC) ; Union des foyers et services pour jeunes travailleurs (UFJT) ; Union des professionnels de l'hébergement social (UNAFOS) ; Union Féminine Civique et Sociale (UFCS) ; Union nationale ADMR ; Union nationale des associations familiales (UNAF) ; Union Nationale Interfédérale des Œuvres et Organismes privés Sanitaires et Sociaux (UNIOPSS).